Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités et retraitées
Union syndicale Solidaires

Union syndicale Solidaires Retraités Retraitées

31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
Tél : 01 40 18 18 12 - unirs@solidaires.org - www.solidaires.org/

Compte-rendu du CA de l'UNIRS

Mardi 3 novembre 2026 de 10 h à 16 h

Préparation de l'AG du 8 décembre

Présent·e·s : 14 (5 femmes et 9 hommes).

Pour les organisations syndicales nationales (3 personnes) : SUD PTT (Philippe Cornélis), SUD-Rail (Anne Millant et Christian Mahieux).

Pour les Solidaires départementaux (11 personnes) : 14 Basse-Normandie (Jean-Pierre Nunès, Odile Hervieu) ; 44 Loire-Atlantique (Jacky Chataigner, Yves Le Lann) ; 51 Marne et Champagne-Ardenne (Patrice Perret) ; 59 Nord (Didier Delinotte) ; 75 Paris (Geneviève Mérand, Jean-Yves Lefort) ; 94 Val-de-Marne (Carine Delhostal, Odette Dick, Philippe Barre).

Excusé·e·s : Yveline Bahy (25 Doubs) ; Gérard Gourguechon (Solidaires Finances Publiques) ; Marc Lerbey (44 Loire-Atlantique) ; Denis Turbet-Delof (85 Vendée).

Ordre du jour :

Tract sur les suicides forcés
Rapport d'orientations et synthèse du cahier revendicatif présenté à l'AG
Rapport d'activités présenté à l'AG
Manifestation à Madrid
Prochaines réunions du CA

Tract sur les suicides forcés

Anne Millant avait envoyé en amont de cette réunion un projet de tract pour le 28 novembre, journée internationale pour l'élimination des violences à l'encontre des femmes.
De nombreuses propositions de précisions et d'améliorations du texte sont proposées, discutées, adoptées.

Anne intègre les modifications acceptées et envoie.

Rapport d'orientations présenté à l'AG

Le CA regarde amendement par amendement, en ayant l'objectif de ne mettre dans la motion que les axes de travail pour l'année à venir. Nous avions l'intention de disposer d'une motion courte, opérationnelle, de 5 ou 6 pages maxi.
Anne Millant a reporté, dans le projet de texte, tous les amendements proposés. Le CA étudie ce document de 18 pages.

Examen du 1/ La lutte contre l'extrême-droite

Le Loiret commence par supprimer tout le premier paragraphe et proposer de nombreux ajouts. Nous avons deux possibilités :
- accepter la demande du Loiret … et refuser tous les amendements des autres structures qui portent sur le projet de texte envoyé et précisent des actions concrètes,
- conserver le projet de texte, examiner les amendements des structures, transformer le texte du Loiret en motion d'actualités.

Nous optons à l'unanimité pour la deuxième possibilité, d'autant plus que de nombreux éléments du texte du Loiret figurent déjà, ailleurs, dans le projet de motion. De nombreux éléments sont intéressants, connus et écrits, mais la motion n'est pas un essai, une brochure sur le RN et le fascisme, mais seulement les axes de travail pour un an.

Le CA constate que les 4 premières pages du document concernent une description, une analyse du RN. De fait, la motion d'orientations commence à la page 5 avec des propositions d'actions. Mais cette partie, bien allongée par les amendements, a été enrichie par des amendements. Le CA décide de transformer la partie analyse du RN en motion d'actualité.

Examen du 2/ La lutte contre les causes du réchauffement climatique

Le Loiret, là aussi, propose de supprimer le texte initial et d'ajouter des paragraphes dont le contenu est juste mais ne convient pas à une motion d'orientations. Le CA décide de travailler sur les amendements au projet de texte et de mettre dans une annexe le travail du Loiret.

La Haute-Normandie propose l'ajout d'une analyse sur la lutte pour le maintien et l'amélioration des agences de santé et d'environnement. Le CA décide de conserver les actions du dernier paragraphe et de mettre cette analyse dans l'annexe.

Examen du chapitre sur les violences sexuelles et les féminicides

Contenant essentiellement des statistiques, il a été peu amendé, le CA le restructure pour mettre l'analyse dans l'annexe et mettre en évidence dans la motion les propositions.

Examen du chapitre Agir contre l'isolement des personnes âgées

Une grande partie du projet initial et du long amendement travaillé par le Loiret concernent une analyse que le CA décide de mettre dans l'annexe.

Synthèse du cahier revendicatif

Le CA décide d'ajouter la revendication historique « d'augmentation uniforme des pensions », mais pas de la transformer en « augmentation en somme égale ».
À la demande de 63 Puy-de-Dôme, la synthèse du cahier revendicatif est complétée des ajouts « et péri-urbaine » dans deux lignes : « La réouverture des lignes de trains et de bus secondaires afin de permettre la mobilité en zone rurale *et péri-urbaine* » et dans « Adaptation des aménagements urbains *et péri-urbains* » … bien que cela ne figure pas dans le cahier revendicatif.

Rapport d'activités présenté à l'AG

Les membres du CA examinent le projet de rapport préparé par le bureau Unirs et l'enrichissent.
Le rapport ainsi modifié est adopté, il sera envoyé aux équipes.

Manifestation à Madrid

Cette manifestation annuelle des collectifs de retraités et des syndicats a rassemblé 50 000 personnes, soit plus que les années précédentes.
Jacky Chataigner a représenté l'Unirs dans le cortège de la CGT espagnole. En Espagne, les retraites sont devenues un thème de la campagne électorale. L'extrême-droite veut la capitalisation, la droite veut « réformer avec courage ». Les organisations de retraité·es demandent à la coalition gouvernementale d'augmenter le minimum de pension au niveau du minimum salarial, d'aligner les pensions hommes/femmes, de supprimer les pénalités pour les personnes qui perdent leur emploi. Une pancarte critiquait les accords défavorables aux retraité·es par les commissions ouvrières « CCOO ».
Il y avait du monde à cause de la forte inflation, de la crise du logement provoquée par les achats de logements par les fonds vautours et la spéculation immobilière qui investissent et font exploser les loyers. La grande place de Madrid est occupée par 300 tentes, des stands, … qui sont tolérés.
Le syndicat des locataires était dans la manif. Le coût des logements explose, la pension ne suffit pas à se loger. Les enseignants ont les mêmes revendications qu'en France.
Nos camarades de la CGT, membres du Réseau international de Solidarité et de luttes n'ont pas de structuration retraité.es. Le mouvement social des retraité·es dans l'état espagnol, implanté sur l'ensemble du territoire avec ses modalités d'organisation particulières articulant collectifs régionaux, coordinations et syndicats, témoigne de ce dynamisme.
Le succès de la mobilisation du 24 octobre en atteste à l'instar de la grève générale du 11 novembre sur la problématique du logement qui devrait le confirmer.
Dernière info, le campement de la Puerta del Sol a été démantelé par la police ce mardi.

Prochaines réunions du CA

Jeudi 28 janvier
Jeudi 25 mars
Mardi 11 et mercredi 12 mai (grande salle)
Jeudi 24 juin
Jeudi 30 septembre (adoption de la motion orientations)
Mardi 9 novembre (amendements à la motion orientations)
Lundi 6 (CA) et mardi 7 (AG) décembre